RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010

Oxfam France

Agir ici pour un monde plus juste

SOMMAIRE

OXFAM : UN RÉSEAU D'ORGANISATIONS QUI AGIT PARTOUT DANS LE MONDE ! ..... P. 3

OXFAM FRANCE ..... P. 4

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ..... P. 5

DROIT À LA SANTÉ ..... PP. 6/7

AGRICULTURE PAYSANNE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE ..... PP. 8/9

PROTECTION DES POPULATIONS EN ZONE DE CONFLIT ..... PP. 10/11

MOBILISATION : COUP DE PROJECTEUR SUR LE LOCAL ..... P. 12

GOUVERNANCE/LE RÉSEAU DES BOUQUINERIES OXFAM SE RENFORCE ..... P. 13

NOS FINANCES ..... PP. 14/15/16

DONNER ..... P. 17

DEVENIR ADHÉRENT-E ..... P. 18

LE TRAILWALKER 2010 : PREMIÈRE ÉDITION EN FRANCE ..... P. 19

Comme l'an passé, le rapport annuel est imprimé en couleurs pour un coût quasi identique à celui d'une impression bicolore (noir/vert). Conçu comme un panorama synthétique de nos activités, il peut être facilement diffusé autour de vous pour inciter votre entourage à nous rejoindre !

Ngoné Sarr, 22 ans, arrose des hibiscus au Sénégal, juin 2010.
© Barney Haward / Oxfam

ÉDITO

UN TEMPS POUR AGIR

Depuis quelques mois, l'actualité nous secoue. Des événements imprévus se bousculent à la une des journaux.

La crise qui, au-delà de la Grèce, ébranle l'Europe, les printemps arabes, les catastrophes au Japon, le meurtrier imbroglio ivoirien... autant de faits proches ou lointains qui nous plongent en un instant dans le tumulte du monde.

Puis, la réflexion, l'analyse, mettent en perspective ce tourbillon. Nous le savons, le temps est indispensable pour comprendre, nécessaire pour agir.

Le combat d'Oxfam France pour la mise en œuvre du droit à la santé et à l'éducation, pour le droit à des moyens de subsistance durables, pour le droit à la protection et à la sécurité s'inscrit dans le temps, au-delà de l'actualité : le temps de l'expertise, de la mobilisation, de la négociation, de l'influence, de l'impact.

Grâce à ce temps, chaque année, ici et à travers le monde, avec nos collègues d'Oxfam et nos partenaires associatifs français, la constance de nos engagements contre les injustices s'accompagne de résultats, change des vies.

En 2010, Oxfam France a donc continué non seulement à exiger le respect des engagements d'aide au développement, mais aussi à proposer des solutions innovantes pour son financement. Avec « Non-assistance à mère en danger », nous avons dénoncé l'abandon de milliers de femmes, privées de soins pendant leur grossesse et leur maternité, et obtenu des engagements. Par l'action « RDC, 15 ans de guerre, tout un avenir à reconstruire », nous avons interpellé puis mobilisé les députés sur ce conflit oublié. La campagne « Privés de terre, privés d'avenir », enfin, a situé les menaces sur l'agriculture familiale dans les pays du Sud au cœur des défis de demain pour la planète.

Partout, les actions soutenues par les groupes locaux ont donné une visibilité accrue à ces sujets dans les régions.

Et si, en juin, dans le parc du Morvan, le temps était compté pour les centaines de marcheurs qui ont, en moins de trente heures, relevé avec succès le défi des 100 kilomètres du premier Trailwalker Oxfam en France, ils l'ont fait avec la passion qui ancre notre action dans la durée. Avec le Trailwalker et les Bouquineries, les autres piliers de l'association (une deuxième, puis une troisième à Paris après Lille), notre visibilité et la diversification de nos sources de revenus progressent, un facteur important de notre indépendance financière.

Nous vous laissons à la lecture du rapport d'activité 2010, année qui a également été, après la réforme des statuts et l'assemblée générale de juin 2010, celle de la mise en pratique de la nouvelle gouvernance, marque d'une nouvelle dynamique dans l'association.

Merci d'être à nos côtés.

Françoise TOUTAIN
Présidente

Luc LAMPRIÈRE
Directeur général

OXFAM : UN RÉSEAU D'ORGANISATIONS

QUI AGIT PARTOUT DANS LE MONDE

Oxfam est un réseau de quinze organisations affiliées, unies contre les injustices et la pauvreté. Deux organisations sont membres observateurs : Oxfam Italie et Oxfam Japon. Par ailleurs, il existe quatre bureaux de plaidoyer Oxfam dans le monde: Bruxelles, Genève, New York et Washington. Le secrétariat international d'Oxfam est basé à Oxford (Royaume-Uni). Les quinze organisations Oxfam travaillent ensemble dans 98 pays, en collaboration avec des centaines de partenaires et alliés. Elles utilisent hors de leur pays le seul nom d'Oxfam afin de souligner la coordination de leurs activités et les objectifs communs du réseau.

Les Oxfam partagent toutes une même vision, celle d'un monde plus juste où des solutions durables pour lutter contre la pauvreté peuvent être mises en œuvre. Toutes les activités d'Oxfam s'inscrivent dans le cadre de la défense de cinq droits fondamentaux :

- le droit à des moyens de subsistance durables ;
- le droit à des services sociaux de base ;
- le droit à la vie et à la sécurité ;
- le droit d'être entendu ;
- le droit à une identité.

Les activités d'Oxfam, qu'il s'agisse d'aide humanitaire, de programmes de développement à long terme, de campagnes, de plaidoyer ou de commerce équitable, contribuent à améliorer la vie et les moyens de subsistance des populations les plus pauvres, mais aussi à faire en sorte qu'elles prennent part aux décisions qui les concernent.

CARTE DU RÉSEAU OXFAM 2010

Membres du réseau Oxfam
Membres observateurs du réseau Oxfam
Présence de projets Oxfam

Membres du réseau Oxfam : Oxfam Allemagne, Oxfam America (États-Unis), Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Québec, Intermon Oxfam (Espagne), Oxfam France, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hongkong, Oxfam Inde, Oxfam Irlande, Oxfam Mexique, Oxfam Nouvelle-Zélande, Oxfam Novib (Pays-Bas).

Membres observateurs du réseau Oxfam : Oxfam Italie, Oxfam Japon.

L'INTERVENTION D'OXFAM EN HAÏTI : URGENCE, DÉVELOPPEMENT ET PLAIDOYER

EXEMPLE

Le séisme du 12 janvier 2010 a provoqué la mort de plus de 200 000 personnes, fait plus de 300 000 blessés et près d'un million de sans-abri. Son impact a été d'autant plus important qu'il a frappé un pays dont les ressources étaient déjà considérablement réduites. Oxfam, présente en Haïti depuis 1978, a été l'une des premières ONG à apporter une aide d'urgence aux victimes : approvisionnement en eau salubre, formations en matière d'hygiène, fourniture d'abris temporaires et de semences agricoles, appui aux populations pour qu'elles puissent s'exprimer sur le relogement...

Au-delà de l'aide d'urgence, Oxfam a également publié trois rapports d'expertise pour rappeler que la reconstruction doit remplir trois conditions essentielles. Le rapport intitulé *De l'urgence au relèvement*, publié un an après le séisme, a fait particulièrement parler de lui. Il démontre que l'absence de progrès dans la reconstruction d'Haïti est due à plusieurs facteurs, dont l'indécision du gouvernement haïtien et le manque de coordination des pays donateurs. Il insiste à nouveau sur la nécessité de mettre le gouvernement d'Haïti et les autres institutions haïtiennes au cœur du processus de reconstruction et sur le fait que ces derniers doivent assumer leurs responsabilités vis-à-vis de tous les Haïtiens, et en particulier à l'égard de la société civile. Enfin, après le séisme, l'ensemble du réseau Oxfam, dont Oxfam France, a appelé à annuler la dette d'Haïti, demande pour laquelle un résultat majeur a été obtenu avec l'annulation effective de la dette haïtienne auprès du FMI en août 2010 !

Après le tremblement de terre en Haïti, les populations font face à de nombreux problèmes, notamment au manque d'eau potable, Haïti, 26 janvier 2010.
© Kenny Rae / Oxfam

OXFAM FRANCE

NOS MISSIONS ET NOS MODES D'ACTION

NOS MISSIONS : LUTTER CONTRE LES INJUSTICES MONDIALES ET LA PAUVRETÉ

Avec vous, depuis 1988, nous nous battons pour :
- le droit à la santé et à l'éducation ;
- le droit à des moyens de subsistance durables ;
- le droit à la protection et à la sécurité.

et plus largement pour des règles économiques, financières, environnementales ou commerciales plus justes.
Ces missions se déclinent en quatre programmes : financement du développement, santé et éducation, agriculture paysanne et changement climatique, protection des populations en zone de conflit. *En 2010, des campagnes ont été menées sur les trois derniers programmes.*

NOS MODES D'ACTION

Mobilisation citoyenne

Oxfam France est convaincue que chaque citoyen a le pouvoir d'agir à son niveau pour corriger les injustices et faire entendre sa voix. À travers nos campagnes, nous sensibilisons le public aux réalités des populations des pays en développement et aux grands enjeux internationaux et nous l'encourageons à s'engager ici pour construire un monde plus juste.

Plaidoyer

Oxfam France entend influencer les décideurs politiques et économiques (ministres, députés, conseillers…) en leur présentant des alternatives réalistes, afin de les convaincre de modifier leurs politiques. En proposant aux media un éclairage différent sur les conséquences des choix politiques, nous contribuons à une information plus objective et plus complète du public.

Recherche et études

Nos actions s'appuient sur un travail de recherche préalable, auquel nous contribuons au sein du réseau Oxfam. L'étude des réalités sur le terrain, le décryptage des chiffres, la comparaison des données, la mise en perspective des mesures, donnent force et crédibilité à nos campagnes auprès des décideurs et du public.

GENRE

Consciente de l'importance de la question de l'émancipation des femmes dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté, Oxfam France a produit en 2010 un texte de positionnement sur l'égalité de genre dans ce contexte. Cela s'est concrétisé par une intégration renforcée du sujet dans nos campagnes « Non-assistance à mère en danger » et « Privés de terre, privés d'avenir ».

Action symbolique organisée par Oxfam France et ses partenaires en marge du sommet Afrique-France de Nice, 1er juin 2010.
© Oxfam France

Oxfam France présente dans la coordination du travail d'Oxfam en Afrique de l'Ouest

Depuis 2009, Oxfam France est particulièrement impliquée dans la définition de la stratégie et de la mise en œuvre des actions de terrain et de campagne en Afrique de l'Ouest : rencontres sur le terrain, participation aux réunions stratégiques et au pilotage des activités, dialogue avec les partenaires et organisations locales. Oxfam France développe progressivement sa participation aux programmes et aux actions menés dans la région, en particulier sur les questions de santé, d'agriculture, de transparence ou de mobilisation des ressources domestiques.

Alliances et partenariats

La complexité des problèmes abordés nécessite une action coordonnée entre tous les niveaux d'expertise. Pour cette raison, nous menons nos campagnes en collaboration avec des associations partenaires en France et à l'international en lien avec le réseau Oxfam. Ensemble, nous développons nos actions en fonction des analyses fournies par les organisations de la société civile au Sud. En 2010, nous avons particulièrement renforcé nos liens avec l'Afrique de l'Ouest.

Groupe de femmes puisant de l'eau dans leur village au Sénégal, juin 2010.
© Barney Haward / Oxfam

Étude Web : merci pour votre participation !

À l'automne 2010, Oxfam France a mené une étude en ligne auprès de son réseau de donateurs et de sympathisants afin de mieux comprendre leurs attentes en termes d'information et d'actions, mais aussi dans le but de recueillir leur avis sur ses perspectives de développement.
Plus de 1 200 personnes ont répondu et ces retours – majoritairement très positifs, mais aussi, quelquefois, critiques (des informations parfois trop denses et complexes, des résultats pas assez mis en avant, entre autres !) – sont extrêmement précieux pour préparer nos actions futures !

EN 2010

Mai : Lancement d'un nouveau site Internet Oxfam France, plus clair, plus dynamique, plus complet.
Mai : Oxfam France est admise au Comité de la charte.
Juin : Organisation de la première édition du Trailwalker Oxfam dans le Morvan (marche par équipes de 100 kilomètres en moins de trente heures).
Septembre : Assemblée générale à la suite des nouveaux statuts votés en décembre 2009 (voir page 13).

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

POUR DES BUDGETS STABLES ET PÉRENNES AU SUD

Des organisations de la société civile, dont Oxfam France, lancent le 8 février 2011 à Dakar, lors du Forum social mondial, une campagne internationale demandant aux dirigeants du G20 de mettre fin à l'opacité financière dans les paradis fiscaux.
© Oxfam France

En 2010, nous avons poursuivi le travail sur cette thématique en récoltant les fruits de notre mobilisation contre les paradis fiscaux, en célébrant le vote d'une loi historique sur la transparence des entreprises à Wall Street et en accentuant notre pression pour des financements innovants pour le développement.

DES AVANCÉES MAJEURES SUR LA QUESTION DE L'ÉVASION FISCALE

Plus d'un an après le lancement de la campagne « Stop Paradis fiscaux » et grâce à votre forte mobilisation, des premiers résultats sont à noter ! Les collectivités locales s'engagent, elles aussi, en faveur d'une plus grande transparence : treize régions sur vingt-deux ont décidé de réclamer des comptes à leurs partenaires financiers en ce qui concerne la présence de ces derniers dans les paradis fiscaux.

L'année 2010 a marqué le début des débats officiels sur notre proposition de reporting pays par pays : déclaration des ministres des Affaires étrangères européens, discussion à la Commission européenne et à l'OCDE, mise en place d'un groupe de travail interministériel en France sur le sujet... la mobilisation a ouvert la voie !

UNE MESURE CONTRAIGNANTE POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Célébrons aussi une victoire, après quinze ans de lutte de la coalition mondiale Publiez ce que vous payez, dont Oxfam fait partie : dans le cadre de la loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street adoptée le 15 juillet par le Sénat américain, les entreprises du secteur extractif cotées à la Bourse américaine devront pour la première fois déclarer les sommes qu'elles versent au gouvernement de chaque pays dans lequel elles opèrent. La portée de la mesure est considérable puisque 90 % des compagnies pétrolières et gazières internationales, de même que 80 % des grandes entreprises opérant dans le secteur minier, sont cotées à la Bourse américaine. Nous disposons désormais d'un point d'appui important pour exiger l'adoption de mesures similaires en Europe.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) : NET RETARD SUR LES ENGAGEMENTS

Au G8 au Canada comme lors du sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement à New York, nous avons rappelé aux chefs d'État leurs engagements. Les besoins augmentent, mais pas la solidarité : plus de la moitié des pays donateurs de l'OCDE ont réduit l'aide accordée aux pays pauvres en 2009. En novembre, nous avons incité les députés à voter contre le budget de l'APD : la veille du vote, ils ne disposaient pas du détail des chiffres de l'aide sur lesquels ils devaient se prononcer. Comment voter à l'aveugle des arbitrages décisifs pour l'avenir de l'APD française ?

Action médiatique d'Oxfam lors du G20 de Séoul, novembre 2010.
© Oxfam France

> « L'amendement sur la transparence des industries extractives intégré dans la loi Dodd-Frank est une percée historique. Dans un pays comme la Guinée équatoriale, cette loi permettra aux citoyens d'avoir accès à des informations provenant de toutes les grandes sociétés pétrolières et gazières opérant sur ce territoire et cotées à New York. C'était une pratique courante pour les entreprises et les gouvernements de considérer ces versements comme secrets. Désormais, ces agissements touchent à leur fin ! »
>
> Ian **Gary**
> RESPONSABLE DE PLAIDOYER SUR LES INDUSTRIES EXTRACTIVES, OXFAM AMERICA

LES FINANCEMENTS INNOVANTS ET L'IDÉE D'UNE TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES (TTF) FONT LEUR CHEMIN

Il est fondamental de chercher de nouveaux financements pour lutter contre la pauvreté et contre le changement climatique. Nous avons donc poursuivi notre travail de plaidoyer sur ce sujet au niveau français et européen. À la fin du mois de juin 2010, à la veille du sommet du G8 et du G20, une pétition signée par 150 000 citoyens du monde entier exigeant la création de cette TTF a été remise aux dirigeants des pays participants. Un peu plus tôt, le 17 juin, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy obtenaient le soutien des vingt-cinq chefs d'État européens. Un pas de plus vers la mise en place de la taxe, dont nous avons fait notre objectif principal en 2011 !

EXPERTISE

- *L'aide du XXIe siècle : reconnaître les réussites et corriger les failles,* Oxfam, mai 2010.
- *Note aux acteurs concernés par la transparence du secteur extractif,* coalition Publiez ce que vous payez et Plate-forme Paradis fiscaux et judiciaires, juin 2010.
- *Le précédent des États-Unis pour une plus grande transparence pays par pays des entreprises,* Oxfam, 13 décembre 2010.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

DROIT À LA SANTÉ

POUR UN RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ

Alors que, chaque année, l'absence de soins tue dans le monde 350000 femmes enceintes, dont 99% dans les pays en développement, nous avons fait campagne en 2010 pour améliorer l'accès à la santé pour les populations du Sud, et en particulier pour les femmes enceintes et les mères. Cette amélioration passe en priorité par l'investissement dans les systèmes de santé des pays en développement et le renforcement du personnel médical. Notre campagne, « Non-assistance à mère en danger », en collaboration avec Médecins du monde notamment, a accru la portée de nos demandes. En septembre 2010, les Nations unies se sont réunies à New York pour faire le bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)[1]. Ce sommet a constitué le point d'orgue de notre campagne.

Dorothy **Ngoma**
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE L'ORGANISATION NATIONALE DES INFIRMIERS ET SAGES-FEMMES DU MALAWI

Seule une personne en bonne santé peut étudier correctement ; si vous êtes malade, vous ne pouvez pas étudier et apprendre. C'est pourquoi l'éducation et la santé sont essentielles pour la survie des pays pauvres. »

DES RÉSULTATS À LA CLÉ

Tout au long de l'année, en lien avec nos interlocuteurs français, et en particulier lors du sommet du G8 au Canada en juin et du sommet des Nations unies en septembre, nous avons défendu nos revendications : plus de moyens octroyés à l'aide à la santé, mais surtout une aide plus efficace, notamment via un soutien aux pays désireux de mettre en place des politiques d'accès gratuit aux soins pour leur population, et l'affectation d'une part significative de l'aide en santé au renforcement des ressources humaines médicales.

Malawi, 1er mai 2007
© Abbie Trayler Smith /Oxfam

Une avancée : lors du sommet du G8, le Canada a lancé l'initiative de Muskoka, axée sur la santé maternelle et infantile, et de nombreux pays et institutions se sont engagés à y consacrer cinq milliards de dollars sur cinq ans. La vigilance est de rigueur : les sommes promises pourraient provenir d'autres budgets de l'aide... Or on ne peut constamment déshabiller Pierre pour habiller Paul !

Par ailleurs, la seule annonce faite par la France en termes d'augmentation de son aide publique au développement a concerné le secteur de la santé : 500 millions d'euros sur cinq ans dans le cadre de l'initiative de Muskoka. L'envoi des cartes postales de notre campagne aux députés a permis de sensibiliser un grand nombre d'entre eux aux enjeux de la santé maternelle au Sud : nombreux sont ceux qui ont répondu aux signataires et neuf députés ont déposé une question écrite au gouvernement français sur ce point.

Lors du sommet de l'ONU sur les OMD, 40 milliards de dollars ont été promis pour l'ensemble des objectifs en matière de santé : une bonne nouvelle, mais un montant encore insuffisant face aux 169 milliards requis d'ici à 2015.

Autre bonne nouvelle : lors de ce sommet, des pays comme le Bénin et le Nigeria se sont engagés à mettre en place l'accès gratuit aux soins. Des efforts conséquents ont déjà été réalisés à cet égard par le Niger, le Népal ou le Burkina Faso.

LES MOMENTS FORTS DE 2010

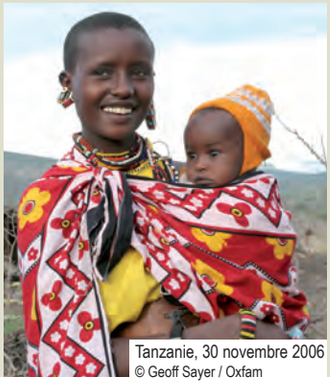
➲ MARS
Conférence de presse de lancement de la campagne « Non-assistance à mère en danger » en présence de Dorothy Ngoma, directrice de l'Organisation nationale des infirmiers et sages-femmes du Malawi.

➲ AVRIL
Accompagnement d'un voyage de presse au Ghana : reportages dans *Ouest France* et sur Radio France Internationale.

➲ JUIN
G8 au Canada : cinq milliards de dollars sont débloqués pour la santé maternelle et infantile dans le cadre de l'initiative de Muskoka. La planification familiale et la contraception en font partie.
Oxfam France est présente lors du festival des Solidays.

➲ SEPTEMBRE
Remise des 10 000 signatures de la campagne « Non-assistance à mère en danger » à Nicolas Sarkozy.
Sommet des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement à New York. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, annonce que 40 milliards de dollars seront octroyés en faveur de la santé des femmes et des enfants d'ici à 2015.

➲ DÉCEMBRE
Julien Potet, responsable de plaidoyer Santé, réalise une mission d'étude au Burkina Faso sur le système de santé local.
Le Burkina Faso est l'un des rares pays à respecter l'objectif 15 % du budget consacré à la santé.



Tanzanie, 30 novembre 2006
© Geoff Sayer / Oxfam

EXPERTISE

- *Non-assistance à mère en danger,* dossier Oxfam France, mars 2010.
- Dossier spécial « Santé », *Altermondes,* n° 21, mars 2010.
- *Altermondes,* numéro hors-série spécial « OMD », septembre 2010.
- *G8 : un plan d'action contre la mortalité maternelle, infantile et néonatale,* Oxfam, juin 2010.

Liste complète des rapports disponible sur notre site :
WWW.OXFAMFRANCE.ORG

LES INÉGALITÉS DE GENRE À LA UNE

Tout au long de la campagne, la question de la santé sexuelle et reproductive (planification familiale, éducation sexuelle) s'est imposée face au manque de progrès flagrants dans ce domaine. Nous avons intégré ce sujet dans la campagne « Non-assistance à mère en danger », ce qui a contribué à une réelle prise en compte de cette question négligée. Certaines sources attestent que l'accès à la planification familiale et à la contraception moderne permet de réduire le taux de mortalité maternelle de 30 à 40 % [2]. Au G8, l'initiative de Muskoka a pris en compte cette question, ce qui constitue un vrai résultat !

Julien **Potet**
RESPONSABLE DE PLAIDOYER SANTÉ

Une majorité de pays et d'institutions reconnaît la nécessité d'agir pour le renforcement des personnels de santé et en faveur de la gratuité des soins si l'on veut atteindre les OMD et améliorer les systèmes de santé sur le long terme. C'est une bonne nouvelle ! »

MOBILISATION, COUVERTURE MÉDIATIQUE ET INNOVATIONS

Plus de 10 000 personnes ont signé notre campagne « Non-assistance à mère en danger ». Placée sous le signe de l'innovation, cette campagne a proposé de nombreuses actions : mini-site Internet dédié à la campagne, réalisation d'une vidéo sur le concept des « envies » des femmes enceintes pour sensibiliser le public français aux difficultés que rencontrent les futures mères dans les pays en développement, envoi d'une e-carte relayant la campagne pour la Fête des mères, réalisation de mobilisations-éclairs par les groupes locaux (Nantes, Lille, Le Mans) et à Paris, présence lors de festivals (Solidays...).
Les media ont consacré près de quatre-vingts articles à notre campagne. Un voyage de presse organisé au mois d'avril au Ghana nous a permis d'emmener deux journalistes sur place qui ont pu témoigner à leur retour de la pertinence de la gratuité de l'accès aux soins.

[1] Objectifs adoptés en 2000 par la communauté internationale pour diminuer de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

[2] DFID (Ministère anglais de la coopération), *UK Governement Maternal Health Strategy. Reducing Maternal Deaths : Evidence and Action,* Third Progress Report, juin 2008.

Trois militantes d'Oxfam France venues soutenir la campagne « Non-assistance à mère en danger », 18 septembre 2010, Paris.
© Delphine Bedel / Oxfam France

LA MOBILISATION EN CHIFFRES

Un site dédié à la campagne : www.santepourtoutes.org,
27 000 visites.
Des milliers de cartes postales envoyées et plus de
10 000 signatures sur la pétition en ligne.
40 000 documents de campagne distribués.
16 interventions publiques :
680 participants.
À la veille du sommet de New York, un numéro hors-série de la revue *Altermondes* consacré aux OMD, relayant notre campagne et distribué à
100 000 exemplaires avec le journal *Libération*.

AGRICULTURE PAYSANNE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

POUR UN VÉRITABLE SOUTIEN AUX PRODUCTEURS DU SUD

Oxfam France a poursuivi son travail en faveur de la mise en place de politiques agricoles, alimentaires, climatiques et commerciales cohérentes, au Nord et au Sud, qui permettent de répondre aux enjeux de la faim et de la pauvreté. La campagne « Privés de terre, privés d'avenir », lancée en octobre 2010, nous a permis de mobiliser le public et les décideurs sur les menaces pesant sur l'agriculture paysanne des pays du Sud.

AIDE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À L'AGRICULTURE

En début d'année, nous avons, en lien avec nos partenaires dans la région, alerté l'opinion, les media et les décideurs sur l'imminence d'une crise alimentaire au Sahel. Nous avons appelé pays et institutions à apporter d'urgence une réponse coordonnée et souligné l'importance de soutenir des politiques agricoles et alimentaires nationales axées sur le développement de l'agriculture paysanne et familiale.

Notre analyse de l'aide publique française en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire révèle une réduction du montant global du soutien de 15 % entre 2007 et 2009, ce qui ne permettra pas de respecter les promesses d'assistance à ces secteurs cruciaux.

Jean-Denis **Crola**
RESPONSABLE DE PLAIDOYER
AGRICULTURE

« En matière d'accaparement des terres, l'urgence de la situation est sous-estimée, alors que ce phénomène menace les moyens de subsistance de millions de personnes dans les pays du Sud. »

AGRICULTURE PAYSANNE : LANCEMENT DE LA CAMPAGNE « PRIVÉS DE TERRE, PRIVÉS D'AVENIR »

En octobre, Oxfam France, en partenariat avec Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) a lancé une campagne intitulée « Privés de terre, privés d'avenir » pour interpeller le gouvernement français et l'Agence française de développement sur les nouveaux dangers menaçant les paysans du Sud : le changement climatique et l'accaparement des terres.

Nous avons également mis en avant dans cette campagne le rôle déterminant des femmes dans l'agriculture, car elles sont, à la fois, victimes et actrices du changement.

Nous avons donné le coup d'envoi de la campagne par une action symbolique : un convoi végétal, mené par un tracteur, a sillonné les rues de la capitale, en présentant aux passants d'immenses pots de fleurs avec les photos de deux ministres français. Dans leurs têtes, des plantes destinées à envoyer un message clair : les bonnes idées doivent enfin pousser dans la tête des décideurs français afin de soutenir l'agriculture paysanne des pays du Sud.

LES MOMENTS FORTS DE 2010

➲ MAI
Oxfam France démontre qu'en dépit des annonces, l'aide publique française consacrée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire est à son plus bas niveau depuis 2007.

➲ JUILLET
Plusieurs grandes organisations humanitaires – dont Oxfam France – appellent à redoubler d'efforts pour venir en aide aux dix millions de personnes menacées par la faim dans la zone sahélienne d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

➲ SEPTEMBRE
Réactions d'Oxfam France au rapport de la Banque mondiale sur l'accaparement des terres : la Banque mondiale ne propose pas de véritables cadres légaux pour enrayer ce processus.

➲ OCTOBRE
Réunion du Comité de sécurité alimentaire à la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation).
Lancement de la campagne d'Oxfam France et d'AVSF « Privés de terre, privés d'avenir ».

➲ NOVEMBRE
Conférences d'Ernesto Tzi, partenaire guatémaltèque, dans le cadre de la campagne « Privés de terre, privés d'avenir ».
Ouverture du Sommet des Nations unies sur le climat à Cancún (Mexique).

En Indonésie, Oxfam aide les agriculteurs locaux à faire face au changement climatique, 20 juillet 2007.
© Tom Greenwood / Oxfam

Lancement de la campagne « Privés de terre, privés d'avenir » devant le ministère de l'Économie et des Finances à Paris, octobre 2010.
© Delphine Bedel / Oxfam France

Accaparement des terres

Un moment important de plaidoyer a eu lieu à Rome du 11 au 16 octobre : les représentants de 192 États se sont réunis au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire (CSA).

Oxfam a joué un rôle important pour que le CSA devienne un véritable organe de gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire. Les États et la société civile ont activement participé aux négociations relatives à l'accaparement des terres, sujet de l'agenda le plus controversé, dans la recherche d'une solution commune. La déclaration finale articule les principes d'investissement responsable pour les entreprises et de directives pour les États, afin de sécuriser, entre autres, les droits des populations.

Oxfam France a poursuivi son implication dans les groupes de travail interministériels consacrés à l'agriculture en rappelant l'importance des traités d'investissement dans la question foncière au Sud.

Par ailleurs, nous avons accueilli un partenaire guatémaltèque d'AVSF, Ernesto Tzi, directeur de l'ONG SANK, qui soutient les petits paysans, notamment face à l'accaparement des terres. Il a participé à six conférences-débats dans toute la France.

Adaptation au changement climatique

Nous étions également à Cancún en décembre 2010 pour la Conférence des Nations unies sur le climat. Bonne nouvelle, l'une des demandes de notre campagne a été reprise dans l'accord final : un Fonds mondial pour le climat a été créé. Il doit servir à combler le déficit des financements en faveur de l'adaptation des communautés vulnérables.

Côté français, Oxfam France et le Réseau Action Climat ont publié un rapport sur les financements de la France pour le climat, *Quai des brumes.* Présenté dans les ministères, ce document a mis nos interlocuteurs au pied du mur, en les forçant à reconnaître que ces financements sont faibles et opaques.

Si l'accord de dernière minute obtenu à Cancún a remis les négociations sur les rails, il reste encore beaucoup à faire pour répondre au défi du changement climatique !

Ernesto **Tzi**
DIRECTEUR
DE L'ORGANISATION GUATÉMALTÈQUE SANK

Des multinationales, comme la française Tereos, sont nombreuses à venir s'implanter au Guatemala. Elles achètent des hectares par milliers afin d'y planter des palmiers à huile. Les paysans se voient contraints de vendre les terres qui leur permettaient de subvenir à leurs besoins alimentaires. »

OXFAM FRANCE PRÉSENTE AU FORUM SOCIAL MONDIAL

Lors du Forum social mondial, qui s'est déroulé au début de 2011 à Dakar, nous avons participé à l'organisation de plusieurs ateliers sur l'accaparement des terres, l'un des sujets phares de ce grand rendez-vous de la société civile. Des dizaines d'organisations ont pu témoigner et échanger sur leurs expériences de mobilisation au Sud comme au Nord, pour défendre le droit à la terre, en assurer une gestion démocratique et promouvoir une agriculture familiale.

MOBILISATION ET INNOVATIONS

Deux temps forts : à la veille de l'ouverture du sommet de Cancún, une délégation de militants d'Oxfam France a participé à Bruxelles à une marche européenne pour le climat aux côtés de 4 000 personnes.

Durant le sommet, nous avons interpellé la nouvelle ministre de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, d'une manière originale et novatrice : nous avons proposé à ceux qui le souhaitaient d'inonder ses comptes Facebook et Twitter de commentaires pour demander un accord juste et ambitieux à Cancún.

Au total, plus de 9 000 personnes ont participé à la campagne « Privés de terre, privés d'avenir ». Cette campagne marque le début de notre implication dans une campagne d'Oxfam, internationale et pluriannuelle, sur les questions agricoles et alimentaires, qui sera lancée en 2011.
La mobilisation va donc continuer !

EXPERTISE

- *Les financements « climat » après Copenhague : les questions à 100 milliards de dollars,* note d'information Oxfam, 31 mai 2010.
- *D'un G8 à l'autre, suivi des engagements de L'Aquila sur la sécurité alimentaire,* note Oxfam France, juin 2010.
- *Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim : est-ce encore possible ?,* rapport Oxfam, septembre 2010.
- *Privés de terre, privés d'avenir, dossier complémentaire* Oxfam France, octobre 2010.
- Quai des brumes : *suivi des promesses de la France en matière de financements pour le changement climatique,* rapport Oxfam France – Réseau Action Climat France, novembre 2010.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

Grâce à un programme Oxfam de soutien à l'agriculture paysanne au Malawi, Doris Laja (en tête de file) et sa famille ont pu tripler leur récolte, 28 avril 2009.
© Abbie Trayler Smith / Oxfam

PROTECTION DES POPULATIONS
EN ZONE DE CONFLIT

Afghanistan, Israël, territoires palestiniens occupés, traité sur le commerce des armes…, notre plaidoyer pour l'absolue nécessité d'une meilleure protection des populations civiles s'est poursuivi. Face à la situation dramatique en République démocratique du Congo, nous avons lancé la campagne « RDC : 15 ans de guerre, tout un avenir à reconstruire », qui a permis une forte mobilisation des députés français interpellés.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : 15 ANS DE GUERRE, TOUT UN AVENIR À RECONSTRUIRE !

Alors qu'on estime que dix ans de conflit ont fait 5,4 millions de morts (entre 1998 et 2008), les massacres et les déplacements de population ont continué en République démocratique du Congo. À la fin de l'année 2009, dans la région du Kivu, on dénombrait 1,25 million de personnes déplacées.
En partenariat avec le CCFD-Terre solidaire, le Secours catholique, le Réseau européen pour l'Afrique centrale, un réseau d'une quarantaine d'organisations européennes et trois organisations majeures de la société civile congolaise, nous avons donc lancé une campagne urgente à la fin du mois de mars 2010 : elle partait du constat qu'il ne pouvait y avoir de paix durable pour la RDC et la région des Grands Lacs tant que les aspirations les plus élémentaires des populations ne seraient pas réellement prises en considération. Nous avons proposé à notre réseau d'interpeller Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner (alors ministre des Affaires étrangères) et les députés, afin qu'ils interviennent au sein de l'Union européenne, du Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi auprès de la RDC et de ses voisins pour protéger les populations civiles, garantir l'accès aux services de base, renforcer les processus démocratiques et citoyens, et mettre fin à la militarisation de l'exploitation et du commerce des ressources naturelles.
Parmi les résultats concrets de notre travail de plaidoyer, la demande relative à un retrait des casques bleus subordonné à des améliorations de la sécurité des populations a été entendue : le mandat de la Monusco (Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC) a été prolongé jusqu'en juin 2011. Mais si un pas a été franchi, la situation reste problématique face aux exactions perpétrées à l'encontre des populations civiles.

MOBILISATION

Plus de 10 000 personnes ont signé la campagne et la situation de la RDC et de sa population a bénéficié d'un véritable écho dans la presse française. Le principal résultat de l'interpellation directe a été une mobilisation significative des parlementaires français en faveur de ce pays : alors que seules dix questions parlementaires sur la RDC avaient été adressées à Bernard Kouchner entre le milieu de l'année 2007 et la fin de 2009, ce sont plus de trente questions écrites se référant directement à l'argumentaire de notre campagne que les députés ont adressées au ministre des Affaires étrangères ! Nous avons également pu poursuivre un dialogue direct et intensif avec ce ministère.

ISRAËL/TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS (TPO) : METTRE FIN AU BLOCUS DE GAZA ET FAIRE APPLIQUER LE DROIT INTERNATIONAL

Nous avons poursuivi notre plaidoyer en faveur d'une levée immédiate du blocus de Gaza (subi par plus d'un million et demi de Palestiniens), en informant régulièrement sur l'évolution du blocus et en condamnant fermement l'action d'Israël contre une flottille humanitaire le 31 mai.

Jeunes de la Bande de Gaza, 16 juin 2010.
© Karl Schembri / Oxfam

LES MOMENTS FORTS DE 2010

➲ MARS
Lancement de la campagne « RDC : 15 ans de guerre, tout un avenir à reconstruire » par Oxfam France et des partenaires français, européens et congolais.

➲ MAI
Oxfam condamne fermement l'attaque, par des commandos israéliens, de six bateaux tentant d'acheminer de l'aide humanitaire à Gaza.

➲ JUIN
Salon Eurosatory (salon international de la défense et la sécurité terrestres). Oxfam France rappelle que sans régulation, le commerce des armes n'est rien d'autre qu'un business de la mort : 2 000 personnes meurent chaque jour en raison de la violence armée.

➲ JUILLET
Oxfam et douze ONG partenaires publient le rapport *Les femmes et les enfants d'abord : sur la ligne de front aux Kivus.*
9e conférence internationale sur l'Afghanistan : Oxfam demande aux dirigeants mondiaux présents de s'attaquer aux causes des crises que connaît ce pays.

➲ AOÛT
À l'occasion de la 2e Journée humanitaire mondiale, Oxfam France publie la deuxième édition de son *Baromètre de la protection des civils.*

➲ DÉCEMBRE
Mission de Rima Chemirik, assistante de plaidoyer Conflits à Oxfam France, en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

Un homme amputé marche à côté des chars de l'armée américaine dans la province de Wardak, en Afghanistan, novembre 2009.
© David Gill / Oxfam

Rima Chemirik, assistante de plaidoyer Conflits, est allée en Israël et dans les TPO entre le 8 et le 22 décembre 2010. Ce voyage a permis une collaboration plus étroite avec nos collègues des autres Oxfam, mais il a aussi offert la possibilité de rencontrer les autorités françaises et européennes sur place et de constater les difficiles conditions de vie des populations dans les territoires palestiniens occupés. Ce déplacement a également été l'occasion de rencontrer des organisations israéliennes et palestiniennes militant pour la paix dans cette région du monde.

AFGHANISTAN : PLACER LA PROTECTION DES CIVILS AU CŒUR DES PRIORITÉS

L'année 2010 a été la plus meurtrière pour les civils afghans depuis 2001 avec une augmentation de 31 % du nombre de morts au cours des seuls six premiers mois. Nous avons plaidé pour que les forces militaires internationales prennent des mesures urgentes afin d'assurer la protection des civils touchés par l'intensification du conflit : les pertes civiles dues aux forces progouvernementales ont ainsi baissé en 2010. Nous avons souligné auprès de nos interlocuteurs français l'importance de remédier à la mauvaise qualité de la formation des soldats et policiers afghans.

TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES : DES PROGRÈS

Tout au long de l'année 2010, nous avons participé à différents événements pour faire avancer les négociations sur le traité sur le commerce des armes, qui doit être adopté en juin 2012. Au mois de juillet 2010, les négociations se sont ouvertes au siège de l'ONU en vue de l'adoption de ce traité : nous avons pu rencontrer des représentants de nombreux États et exiger un traité définissant des obligations juridiquement contraignantes et garantissant le respect du droit international humanitaire et des droits humains.

> Robert **Mabala Kasongo**
> SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
> DU CONSEIL DES ONG
> DE DÉVELOPPEMENT (RDC)
>
> Les violences, la criminalité, les maladies, la malnutrition et le déclin de l'éducation, tous ces maux terribles ont des conséquences cruciales sur la sécurité au sens large.
> Le pays a besoin d'être reconstruit. »

EXPERTISE

- *La mise en œuvre nationale du Traité proposé sur le commerce des armes* – guide pratique, rapport conjoint d'ONG, 14 juillet 2010.
- *Baromètre de la protection des civils,* rapport Oxfam France, 19 août 2010.
- *Ne plus avoir peur : une action régionale pour protéger les civils dans les zones affectées par la LRA,* note d'Oxfam, 6 octobre 2010.
- *Nulle part où aller,* note conjointe de 29 ONG travaillant en Afghanistan, 19 novembre 2010.
- *Des espoirs réduits à néant : prolongement du blocus de Gaza,* rapport inter-ONG (22), 30 novembre 2010.
- *Tendre la main aux communautés : le prochain défi pour le maintien de la paix,* rapport Oxfam, novembre 2010.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

2e ÉDITION DU « BAROMÈTRE DE LA PROTECTION DES CIVILS »

À l'occasion de la 2e Journée humanitaire mondiale, nous avons publié le *Baromètre Oxfam France de la protection des civils,* qui compare douze conflits persistant dans le monde, souligne l'ampleur des disparités dans la protection des populations et remonte aux sources de la pauvreté et des inégalités.

MOBILISATION

COUP DE PROJECTEUR SUR LE LOCAL !

VOTRE PARTICIPATION EST PRÉCIEUSE, REJOIGNEZ-NOUS !

Toutes les actions menées en 2010 ont participé à une meilleure visibilité du travail d'Oxfam France par le biais de la sensibilisation directe du public et de la présence de media locaux lors de ces événements. Les groupes locaux constituent un maillon essentiel de l'association et leur rôle est fondamental.»

Nathalie Blin, chargée de la mobilisation locale

Organisation d'une mobilisation éclair pour la santé maternelle par le groupe local du Mans, septembre 2010.
© Oxfam France

Tout au long de l'année 2010, les groupes locaux d'Oxfam France ont débordé d'activité et d'imagination pour faire vivre les campagnes, notamment grâce aux outils mis à leur disposition et au développement des échanges entre groupes pour mutualiser et partager les expériences.

Les missions et les activités des groupes locaux sont multiples : visibilité et présence auprès du public, des medias et des élus locaux, organisation d'évènements, travail en collectif avec d'autres organisations…

En 2010, la campagne « Non-assistance à mère en danger » a été l'occasion de nombreux événements locaux : participation d'Oxfam France aux États généraux du renouveau à Grenoble en juin, festival musical « Les rendez-vous de l'Erdre » pour le groupe de Nantes au mois d'août, braderie de Lille en septembre... et flash mobs locales et nationale le 18 septembre.

En octobre, le groupe local de Toulon a animé un débat sur le thème de la santé maternelle, dans le cadre d'un atelier d'alphabétisation auprès de personnes originaires du Maghreb.

La campagne « Privés de terre, privés d'avenir » a également eu de nombreuses retombées en région. Organisation de repas insolents sur les différences d'accès à la nourriture dans le monde à Lille, proposition de « semer pour changer » les idées dans les têtes de nos décideurs (Nancy), conférence-débat avec AVSF (Montpellier), rencontres avec Ernesto Tzi, directeur de l'ONG SANK au Guatemala, partenaire d'AVSF, dans diverses régions... À Nantes, à l'occasion du lancement du festival Alimenterre, le groupe local a organisé une action de rue : un tir à la corde opposant paysans du Sud et hommes d'affaires de l'agroalimentaire ! Enfin, les groupes de Lille, Nancy, Strasbourg et Nantes ont saisi l'occasion des soldes en janvier 2011 pour interpeller les passants sur la question de l'accaparement des terres, à travers le slogan « Moins 50 % sur les terres des paysans pauvres » !

La question de l'évasion fiscale a également mobilisé, notamment à Strasbourg : en septembre, les groupes locaux d'Oxfam France et du CCFD-Terre solidaire ont organisé une action de rue et un débat sur le thème « Paradis fiscaux : main basse sur les pays du Sud ».

NOS MODES D'ENGAGEMENT

- **Contactez le groupe local** le plus proche de chez vous (liste sur notre site Internet ou auprès de Nathalie Blin, chargée de la mobilisation locale : nblin@oxfamfrance.org ou au 01 56 98 24 40).
- **Rejoignez nos causes** sur les réseaux sociaux (tels que Facebook ou Twitter), et diffusez nos vidéos sur Youtube.
- **Adhérez à Oxfam France.**
- **Soutenez-nous financièrement.**
- **Apportez vos livres, CD, DVD** à nos Bouquineries, ou devenez bénévole !

LA SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE D'OXFAM FRANCE EN CHIFFRES (NOVEMBRE 2010)

Mobilisation d'Oxfam France dans **39** villes françaises.

30 stands sur des salons et villages de la solidarité internationale, des marchés solidaires...

12 projections-débats, parfois dans des cinémas accueillant le festival du film Alimenterre.

2 soirées-concerts (slam, musique du monde...).

2 repas insolents à Lille.

1 café actualité à Montpellier pour débattre des enjeux que sont l'accaparement des terres et le changement climatique autour d'une bonne tasse de café !

1 pièce de théâtre de « La compagnie Zigomatic » à Nancy, suivie d'un débat avec un responsable de plaidoyer d'Oxfam France.

2 interviews à la radio pour présenter Oxfam France et la campagne « Privés de terre, privés d'avenir »...

Stand de mobilisation tenu par les bénévoles du groupe local de Lille, lors du festival Alimenterre, 15 et 16 octobre 2010.
© Oxfam France

GOUVERNANCE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE « NOUVELLE FORMULE »

Après un travail de longue haleine ayant abouti à la réforme des statuts de l'association, les trente-cinq mandataires pour l'assemblée générale (AG), dont les membres du conseil d'administration actuel, se sont réunis, fin juin 2010, pour la première AG « nouvelle formule » d'Oxfam France. Des personnes d'horizons divers la composent : représentants des groupes et relais locaux, personnes venues du monde syndical, de la recherche, de l'entreprise, du travail social, travaillant sur l'environnement ou les questions de justice fiscale... Françoise Toutain, présidente d'Oxfam France, a présenté le rapport moral de l'association et Luc Lamprière, directeur général, le rapport d'activité. Le plan stratégique 2010-2012 d'Oxfam France, celui de la confédération internationale Oxfam, ainsi que le bilan et les perspectives financières étaient également à l'ordre du jour. Les échanges qui ont suivi ces présentations ont montré le vif intérêt de chacun pour le travail d'Oxfam France. La séance s'est clôturée avec l'élection de quatre nouveaux membres au sein du conseil d'administration.

Assemblée générale d'Oxfam France en juin 2010, à Paris.
© Oxfam France

BOUQUINERIES OXFAM

LE RÉSEAU SE RENFORCE

En 2010 la Bouquinerie de Lille a proposé de nouvelles actions et animations grâce à un groupe local lillois dynamique : réalisation de deux expositions (sur le changement climatique et la République démocratique du Congo), participation à la grande braderie de septembre, mais aussi formations aux campagnes d'Oxfam France. Toutes ces actions contribuent à la vitalité de la Bouquinerie, qui devient un véritable lieu de rencontre, d'échange et d'information pour le public et les bénévoles. En avril 2010, lors de la clôture de la Semaine du développement durable, la mairie de Lille a organisé un événement de collecte qui nous a permis de récupérer quelque 250 kg de livres !
La presse régionale relaie désormais régulièrement nos actions. L'équipe de bénévoles est toujours plus nombreuse et plus fidèle.
Le 28 septembre, la Bouquinerie de Paris a ouvert ses portes dans un local accueillant implanté au sein d'un quartier très vivant et commerçant : le réseau se renforce ! Formation de l'équipe de bénévoles, constitution du stock, démarrage des ventes, et dès le mois d'octobre, une conférence a été organisée avec Ernesto Tzi, partenaire du Guatemala venu témoigner dans le cadre de la campagne « Privés de terre, privés d'avenir ».

Une nouvelle Bouquinerie Oxfam a ouvert ses portes fin septembre 2010 dans le XIVe arrondissement de Paris.
© Oxfam France

Christine, 43 ans

« Pourquoi être bénévole à la Bouquinerie ? Pour rencontrer d'autres bénévoles, être en contact avec les clients. La motivation et l'intérêt pour les livres redoublent ! C'est aussi un très bon moyen de mieux connaître Oxfam : je me rends à chaque fois aux réunions d'information sur les nouvelles campagnes menées par l'association et c'est très enrichissant. On apprend beaucoup et l'on est plus apte à en parler autour de soi ensuite ! »

SUCCÈS INATTENDU POUR LE CONCOURS DE NOUVELLES !

Du 13 novembre au 4 décembre 2010, les Bouquineries Oxfam ont invité les passionnés d'écriture à participer à leur premier concours national de nouvelles, gratuit et ouvert à tous.

Au total, 165 personnes ont envoyé leur prose et plus de 700 personnes ont voté sur Internet.
Douze nouvelles ont été récompensées par les trois jurys (professionnels, libraires, lycéens) et le Prix du public lors de la remise des prix à Lille le 8 janvier 2011. Une première édition réussie qui contribue à faire connaître les Bouquineries et nous encourage à renouveler l'expérience en 2011 !

NOS FINANCES

CONJUGUER DÉVELOPPEMENT ET MAÎTRISE DES DÉPENSES

EMPLOIS

MISSIONS SOCIALES

■ Les programmes constituent notre cœur de métier et notre premier poste de dépenses. Ils comprennent le plaidoyer (recherche, rédaction de rapports, rencontres avec les décideurs, organisation de colloques et de séminaires, participation à des sommets internationaux), la mobilisation (conception, réalisation et diffusion de nos campagnes, actions de sensibilisation menées auprès du grand public, soutien et formation des groupes et relais locaux), les relations avec les médias (travail de diffusion de nos messages) et le partenariat avec des organisations du Nord et du Sud.

■ Le poste communication et alliances comprend les charges liées à notre contribution au développement d'Oxfam International et d'autres plateformes françaises de la solidarité internationale, ainsi que la fabrication de nos supports de communication institutionnelle, la communication sur nos actions dans le cadre d'événements dédiés (Solidays, Semaine de la Solidarité Internationale, Trailwalker…) et la maintenance de notre site web.

FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

■ Nous continuons à investir de façon importante dans la collecte de fonds car le soutien des donateurs-trices est crucial pour préserver notre indépendance, élargir notre assise citoyenne et renforcer ainsi notre légitimité auprès des décideurs. Ces investissements nous permettent aujourd'hui d'avoir 55 % de ressources provenant de dons privés sur un budget croissant. Le Trailwalker Oxfam, grand événement sportif et solidaire, organisé pour la première fois en France en juin 2010, a permis de collecter près de 190 000 €, de mobiliser près de 900 de participants (marcheurs, supporters et bénévoles) le temps d'un week-end et de sensibiliser des dizaines de milliers de personnes grâce à la communication de chaque équipe dans leurs régions et auprès de leurs réseaux. Ce type de manifestation s'inscrit pleinement dans notre double objectif de renforcer notre indépendance financière et d'élargir le cercle des signataires de nos campagnes et des soutiens d'Oxfam France.

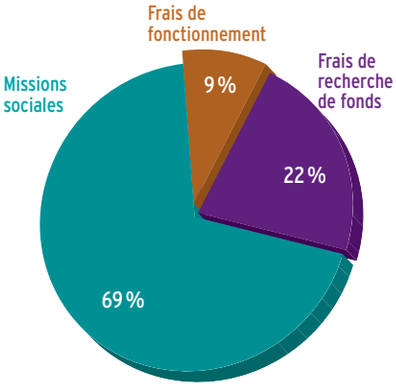
■ Le poste « Frais de recherche des autres fonds privés » valorise le temps de travail des salariés de l'association investi dans l'étude de nouveaux modes de financement, le soutien à nos Bouquineries de Lille et de Paris, le développement de futurs autres magasins et la recherche de financements institutionnels.

FONCTIONNEMENT

Nous continuons à être très attentifs au niveau de nos dépenses générales. Celui-ci a cependant légèrement augmenté cette année car nous avons dû investir pour renforcer l'équipe administrative en rapport avec la croissance de nos effectifs et de nos activités.

NOS EMPLOIS EN 2011

(des ressources collectées auprès du public)



Cette année 2010 a de nouveau mobilisé équipe salariée et bénévoles autour d'actions fortes. La constance de nos engagements, tout comme des actions innovantes, et la fidélité de nos donateurs, ont permis des avancées concrètes.

Nous avons continué notre travail sur les trois programmes existants, mais également développé des activités importantes autour du financement du développement (efficacité et transparence de l'aide publique au développement et surtout lien entre fiscalité des entreprises, taxation des transactions financières internationales et développement). C'est pourquoi nous les faisons apparaître cette année comme un programme distinct alors qu'elles étaient précédemment intégrées aux autres programmes, notamment en matière de financement de l'accès aux services essentiels.

Après une année de transition (sur quinze mois), notre exercice budgétaire est maintenant en adéquation avec l'ensemble des affiliés Oxfam, ce qui facilite notre travail avec la confédération et permet une consolidation des comptes au niveau international. Il commence le 1er avril 2010 et s'achève le 31 mars 2011.

L'exercice est équilibré avec un résultat positif de 2 681 €, en ligne avec la gestion rigoureuse des années précédentes.

Conformément à la norme officielle d'établissement du compte d'emploi des ressources pour les associations, entrée en vigueur en 2008, le tableau ci-dessous fait apparaître l'affectation des fonds collectés auprès du public.

EMPLOIS

	2010-11 (12 mois)				2009-10 (15 mois)	
	Compte de résultat		Affectation des ressources collectées auprès du public		Compte de résultat	
1. MISSIONS SOCIALES (RÉALISÉES EN FRANCE EN DIRECT)	**1 390 814**	**64 %**	**804 082**	**69 %**	**1 512 290**	**62 %**
Programme Justice économique	318 452	15 %	199 537	17 %	491 752	20 %
Programme Accès aux services essentiels	352 904	16 %	87 028	7 %	433 948	18 %
Programme Financement du développement	243 906	11 %	160 638	14 %		
Programme Conflits et crises humanitaires	227 138	10 %	161 178	14 %	296 870	12 %
Communication et partenariats	248 414	11 %	195 702	17 %	289 720	12 %
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	**607 460**	**28 %**	**264 528**	**22 %**	**768 761**	**31 %**
Frais d'appel à la générosité du public	552 650	26 %	249 024	21 %	686 542	28 %
Frais de recherche des autres fonds privés	46 566	2 %	10 984	1 %	72 186	3 %
Produits à la vente	8 244	0 %	4 520	0 %	10 033	0 %
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	**165 066**	**8 %**	**104 591**	**9 %**	**172 197**	**7 %**
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	**2 163 339**				**2 453 248**	
DOTATION AUX PROVISIONS	**9 192**				**29 210**	
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	**2 636**				**20 768**	
TOTAL GÉNÉRAL	**2 175 167**				**2 503 224**	
TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC			**1 173 201**			

Près de 70 % des dons collectés servent à financer nos programmes de mobilisation et de plaidoyer, le reste couvrant nos frais de fonctionnement et de recherche de fonds nécessaires à la poursuite du développement de l'association. La part de nos frais de fonctionnement a légèrement augmenté, car la croissance des effectifs de l'association et la complexification de ses activités rendent nécessaires certains investissements structurels reportés depuis plusieurs années. La part des dépenses en collecte de fonds reste significative, car pour garantir notre liberté de parole et d'action, cette activité reste prioritaire dans la stratégie de développement de nos ressources financières. Ces efforts portent largement leurs fruits puisque vous êtes aujourd'hui près de 17 000 donateurs à soutenir Oxfam France, représentant 55 % de nos ressources (contre 45 % l'an dernier), sans compter les contributions en nature avec plus de 18 000 heures de bénévolat (soutien administratif au siège, groupes locaux mobilisés en région, équipes de Bouquineries…) valorisées cette année.

RESSOURCES

	2010-11 (12 mois)				2009-10 (15 mois)	
	Compte de résultat		Ressources collectées		Compte de résultat	
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE (I)			28 889			
1. DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC	1 175 297	55 %	1 175 297	54 %	1 127 347	45 %
Dons par prélèvement automatique	627 052	29 %	627 052	29 %	585 208	24 %
Autres dons	534 750	25 %	534 750	25 %	530 654	21 %
Adhésions	13 495	1 %	13 495	1 %	11 485	0 %
2. AUTRES FONDS PRIVÉS	792 484	37 %			1 200 993	48 %
Fondations ou autres organisations	244 764	11 %			199 269	8 %
Oxfam International	491 317	23 %			765 000	31 %
Oxfam Grande-Bretagne et Novib	29 535	1 %			184 091	7 %
Autres Oxfam	26 867	1 %			52 633	2 %
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	72 589	3 %			64 726	3 %
4. AUTRES	117 328	5 %			87 657	4 %
Ventes (documents de campagne, abonnements, facturations de services)	87 488	4 %			62 977	3 %
Produits d'épargne	23 560	1 %			24 680	1 %
Produits exceptionnels	6 281	0 %			0	0 %
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	2 157 697				2 480 724	
REPRISE DES PROVISIONS	17 470				22 500	
TOTAL GÉNÉRAL (II)	2 175 167		1 175 297		2 503 224	
TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (III)			1 173 201			
IV. SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE = (I) + (II) - (III)			30 985			

RESSOURCES

DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC

■ Les dons par prélèvement automatique sont ceux de nos donateurs réguliers dont les nouveaux donateurs recrutés lors d'opérations de collecte de rue. Ce mode de versement est aujourd'hui majoritaire, ce qui représente une sécurité pour la pérennité de notre action. Les autres dons sont ceux effectués par chèque, espèces, carte bancaire ou virement.

■ Grâce à l'adoption des nouveaux statuts de l'association en décembre 2009 et à la campagne d'adhésion lancée en février 2010, nous avons enregistré près de 700 adhésions en quelques semaines. Cette forme nouvelle d'engagement des membres du réseau pour les valeurs que nous défendons renforce notre gouvernance associative.

AUTRES FONDS PRIVÉS

■ Nous bénéficions d'un soutien financier d'Oxfam International, reconnaissance de la qualité de notre travail en France et de notre contribution au travail conjoint mené au niveau international. La subvention de 245 000 euros qui nous a été allouée par Oxfam pour l'année 2010-11 est destinée à soutenir notre activité de façon transversale à un moment clé de notre développement. Ce soutien a vocation à disparaître progressivement et à être remplacé par des dons et d'autres financements privés. C'est pourquoi nous investissons particulièrement dans la recherche de ressources propres, un effort soutenu également par la confédération Oxfam, qui nous a accordé cette année des subventions exceptionnelles pour un montant total de 220 000 euros afin de développer nos actions de collecte.

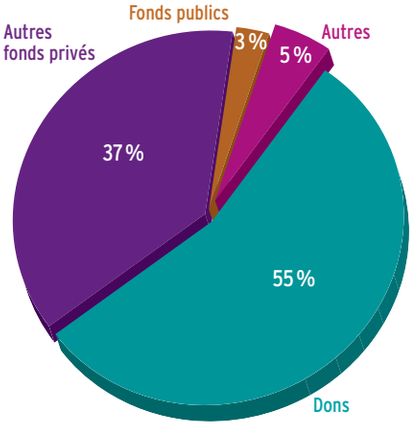
■ Nous avons également obtenu des financements additionnels de plusieurs Oxfam pour soutenir notre travail sur l'aide au développement en faveur de la santé maternelle, la taxation des transactions financières internationales, la préparation du G8 et du G20 organisés en France cette année et l'embauche d'une personne pour rechercher des financements institutionnels.

■ Enfin, nos actions dans le domaine de l'accès à la santé et de l'efficacité de l'aide publique au développement ont été soutenues par la Fondation Gates, une aide financière vouée à être pérennisée sur une période de trois ans.

SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Le montant renseigné ici correspond à des subventions pour des emplois dits « aidés » ainsi qu'un financement de l'Union européenne dans le cadre d'un projet sur le changement climatique piloté par Oxfam Allemagne.

RESSOURCES



TRANSPARENCE

AGRÉÉE PAR COMITÉ DE LA CHARTE don en confiance

Depuis le 4 mai 2010, l'association Oxfam France, après s'être soumise à un contrôle rigoureux, est membre du Comité de la Charte.
Le Comité de la Charte est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa vocation est de promouvoir la transparence et la rigueur de la gestion pour permettre le « don en confiance ».
Le Comité a élaboré une charte de déontologie et donne son agrément aux organisations qui s'engagent volontairement à la respecter et à se soumettre à ses contrôles.
Les comptes 2010-11 de l'association et de la Bouquinerie ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes, le cabinet Orcom.
Ce rapport annuel est envoyé à l'ensemble de nos donateurs et donatrices. Il est téléchargeable sur notre site Internet.
Si vous souhaitez recevoir les comptes détaillés, merci de vous adresser à Oxfam France, Service finances,
104 rue Oberkampf, 75011 Paris.

LES BOUQUINERIES

Lille
Encouragés par les résultats de l'année 2009, nous avons investi en 2010 dans des opérations de communication et de collecte de livres. Le chiffre d'affaires de la boutique de Lille a augmenté de 3 % par rapport à l'année dernière alors que nous avions prévu une croissance plus forte. Cette quasi-stagnation s'explique essentiellement par de gros travaux de voierie qui ont réduit le passage tout l'été devant notre boutique et ont affecté l'ensemble des commerces de la zone. De ce fait, bien que positive, notre capacité d'autofinancement est plus faible que l'an dernier. Mais, parallèlement, nous avons une équipe de bénévoles sans cesse plus importante et dynamique, une notoriété grandissante dans la région, nourrie par de bons articles dans les principaux quotidiens régionaux, et des événements qui rencontrent un vif succès (collecte dans le cadre de la Semaine du développement durable, expositions, concours de nouvelles…). Les résultats des premiers mois de 2011, avec des taux de croissance à deux chiffres, sont à cet égard très encourageants et nous permettent de compter sur la Bouquinerie de Lille comme source de financement pour Oxfam France dans les années à venir.

Paris
Après de longs mois de recherche, nous avons trouvé un local au 61, rue Daguerre et ouvert notre seconde Bouquinerie au cœur du XIVe arrondissement de Paris fin septembre 2010. Le plan d'investissement a été respecté et la Bouquinerie doit maintenant se faire connaître, s'ancrer dans le quartier afin de devenir à son tour bénéficiaire. En décembre 2010, nous avons également trouvé l'emplacement de notre troisième Bouquinerie qui vient d'ouvrir ses portes au 8, rue Saint-Ambroise à Paris en mai 2011.

BILAN

ACTIF

	2010-2011			2009-2010
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS	**516 006**	**323 203**	**192 803**	**69 699**
Immobilisations incorporelles	92 486	79 687	12 798	18 384
Immobilisations corporelles	286 756	241 571	45 185	38 869
Immobilisations financières	136 764	1 945	134 820	12 446
ACTIFS CIRCULANTS	**896 470**	**7 171**	**889 310**	**1 333 477**
Stocks	1 707	1160	548	2 090
Créances et comptes rattachés	5 425		5 425	5 425
Autres créances	215 587		215 587	298 752
Disponibilités	673 762	6 011	667 751	1 027 210
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	**21 178**		**21 178**	**18 551**
TOTAL	**1 433 665**	**330 374**	**1 103 291**	**1 421 728**

PASSIF

	2010-2011	2009-2010
	Avant affectation	
CAPITAUX PROPRES	**228 655**	**216 097**
Report à nouveau	193 187	172 419
Résultat	2 636	20 768
Provisions diverses	32 831	22 910
DETTES	**740 826**	**857 178**
Dettes fiscales et sociales	165 085	114 884
Fournisseurs et comptes rattachés	131 895	139 509
Autres dettes	827	30 650
Dettes autres Oxfam	442 952	572 114
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	67	21
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**133 810**	**348 452**
TOTAL	**1 103 291**	**1 421 728**

FINANCES BOUQUINERIE

	2010	2009	
PRODUITS	**115 411**	**96 185**	Ventes de livres, CD et DVD d'occasion
CHARGES	**99 354**	**69 372**	
Achat de marchandises	5 126	4 296	Produits du commerce équitable, revues, publications Oxfam
Autres charges externes	57 222	26 274	Loyer, électricité, télécommunications, frais bancaires, etc.
Salaires et charges sociales	57 503	38 802	Salaire de la responsable et indemnités des stagiaires
Déduction des charges exceptionnelles	-20 497		Liées au montage de la Bouquinerie rue Daguerre et comprises dans le plan d'investissement
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	**16 057**	**26 813**	

DONNER

POUR AGIR EN FAVEUR D'UN MONDE PLUS JUSTE

Donner à Oxfam France, c'est se donner les moyens d'agir, de se mobiliser et de faire entendre sa voix au plus haut niveau !

OUI, JE SOUTIENS LES ACTIONS D'OXFAM FRANCE !

☐ **JE CHOISIS LE DON DURABLE** parce que c'est plus efficace, je donne chaque mois :

☐ 7 € ☐ 15 € ☐ 30 € ☐ … €

Je remplis mes coordonnées et l'autorisation de prélèvement au dos.

☐ **JE PRÉFÈRE FAIRE UN DON PONCTUEL** (par chèque à l'ordre d'Oxfam France) de :

☐ 20 € ☐ 35 € ☐ 50 € ☐ … €

66 % de votre don et/ou de votre cotisation sont déductibles de vos impôts dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

Exemple : un don mensuel de 15 € vous revient réellement à 5,10 € après déduction de votre avantage fiscal.

Par souci d'économie, nous n'envoyons les reçus fiscaux qu'une fois par an. Si vous préférez le recevoir dès maintenant, cochez cette case. ☐

AGRÉÉE PAR COMITÉ DE LA CHARTE don en confiance

RA 2010

Coordonnées à compléter :

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

_____ Téléphone _____

E-mail _____

☐ Je souhaite recevoir vos informations par e-mail.

LE DON DURABLE

LE MOYEN LE PLUS EFFICACE POUR SOUTENIR NOS ACTIONS

POUR NOUS :	POUR VOUS :
• Vous nous donnez les moyens de planifier nos actions sur le long terme ;	• Votre action est permanente et votre don est réparti sur l'année ;
• Nous faisons des économies : le Don Durable simplifie la gestion des dons et réduit les frais de collecte ;	• Vous êtes au cœur de l'action et recevez nos informations ainsi que nos appels à la mobilisation quand c'est nécessaire ;
• Vous garantissez notre indépendance financière.	• Vous bénéficiez d'une déduction d'impôts équivalente à 66 % de votre don dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE À COMPLÉTER

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous.

Association bénéficiaire :
Oxfam France - 104 rue Oberkampf
75011 Paris

Date : **Signature :**

N° national d'émetteur : 473020

Joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)
Nom et adresse postale de l'établissement du compte à débiter :

.....

.....

.....

Banque _____ Guichet _____ N° de compte _____ clé ___

Le 1er prélèvement commencera le 10 du mois suivant la réception de ce coupon

Bulletin à retourner avec votre don à Oxfam France 104, rue Oberkampf 75011 Paris

DEVENIR ADHÉRENT-E

POUR PARTICIPER À LA VIE DE L'ASSOCIATION

Je remplis les trois conditions suivantes :

☐ **J'AI PARTICIPÉ** au cours des douze derniers mois à une action pour Oxfam France :

J'ai signé au moins une de ces campagnes :

☐ Santé maternelle :
Non-assistance à mère en danger

☐ Agriculture :
Privés de terre, privés d'avenir

☐ Autre : .....

et/ou :

☐ J'ai participé à une action bénévole (préciser nom du coordinateur ou de la ville) :.....

et/ou :

☐ J'ai fait un don ou je suis donateur régulier

☐ **JE SIGNE** la charte de l'adhérent-e d'Oxfam France (ci-dessous) :

☐ **JE RÈGLE** ma cotisation annuelle (par chèque à l'ordre d'Oxfam France) :

☐ 15 € adhésion normale ☐ 10 € adhésion chômeurs ou étudiants ☐ 40 € adhésion de soutien

Merci de compléter vos coordonnées page 17

LA CHARTE DE L'ADHÉRENT-E D'OXFAM FRANCE

Au Nord comme au Sud, des centaines de mouvements, d'associations, ont placé le développement des peuples au cœur de leurs priorités. Ici et là-bas, une prise de conscience s'est affirmée pour construire un avenir plus solidaire. [...] Pour combattre le sous-développement, il faut plus que de l'argent et de la générosité. Il faut des changements là-bas, il faut aussi agir ici.

Extrait de l'Appel d'Agir ici pour un monde solidaire - 1988

Agir ici pour un monde plus juste

En choisissant ainsi la voie de l'engagement actif en France de citoyens mobilisés au sein de ce mouvement mondial, Oxfam France, fondée en 1988 sous le nom d'« Agir ici pour un monde solidaire », entend mettre en lumière les causes structurelles des injustices et de la pauvreté, mais aussi proposer des solutions pour les combattre et les éradiquer à long terme.

Au sein de la confédération internationale Oxfam depuis 2006, et en lien avec des centaines d'organisations au Nord comme au Sud, nous invitons les citoyens à se mobiliser avec nous pour ce monde de solidarité et de justice.

Parce que dans ce monde qui conforte les inégalités au lieu de les réduire, il faut agir.

- Il faut agir, ici et là-bas, pour un développement basé sur le respect des droits humains.
- Il faut agir, ici et là-bas, au nom d'une vision d'un monde où les femmes et les hommes ont accès à l'éducation, jouissent d'une bonne santé, du respect de leurs droits, de leur dignité et sont capables de prendre leur destin en main.
- Il faut agir, ici et là-bas, en portant la voix des mouvements de citoyennes et citoyens qui, par-delà les frontières, revendiquent ensemble ce droit pour tous de vivre dignement dans un monde respectueux de l'environnement et, pour chacune et chacun, le droit à la parole.

Parce qu'une opinion publique consciente peut permettre une meilleure prise en compte des aspirations des plus démunis à une vie digne, il faut informer sur les causes des injustices et donner à chacune et chacun les moyens d'agir à son niveau.

Parce que les besoins exprimés par les sociétés civiles au Sud supposent ici des changements de nos propres attitudes et des actions de nos propres gouvernements, il faut intervenir auprès de nos concitoyens, des décideurs, politiques ou économiques, pour leur proposer des solutions concrètes.

Parce que les États aux marges de manœuvre réduites ne peuvent lutter contre la pauvreté, il faut partout veiller à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires pour le faire. Il faut partout défendre des régulations nationales solides et une gouvernance mondiale juste et efficace.

Notre conviction est que, aujourd'hui et demain, ici et là-bas, avec la mobilisation de citoyens actifs partout dans le monde, la lutte contre les inégalités et la pauvreté peut être gagnée.

Notre conviction est que, aujourd'hui et demain, ici et là-bas, la volonté publique et les actions de chacune et chacun peuvent conduire à ce monde plus juste.

Je soussigné/e,.....

domicilié/e à .....

.....

manifeste, en adhérant à Oxfam France, ma volonté d'agir ici pour un monde plus juste.

En tant qu'adhérent-e de l'association Oxfam France, j'entends renforcer l'impact des actions menées par l'association en faisant circuler l'information qu'elle diffuse et en participant activement à ses campagnes de mobilisation citoyenne.

Fait à ..... , le

Bulletin à retourner avec votre cotisation et la charte de l'adhérent-e
signée à Oxfam France 104, rue Oberkampf 75011 Paris

LE TRAILWALKER 2010

UNE MARCHE INTERNATIONALE POUR LA SOLIDARITÉ

Le Trailwalker (contraction des termes anglais *trail*, « chemin », et *walker*, « marcheur ») est le plus grand défi sportif et solidaire par équipe au monde. Des équipes de quatre personnes marchent ensemble 100 km en trente heures maximum. Défi sportif, mais aussi défi solidaire, car l'objectif est de collecter, avant la marche, des dons au profit des actions d'Oxfam France.

D'où cette idée est-elle venue ? C'est à Hongkong en 1981 qu'une telle marche a été organisée pour la première fois. Depuis, Oxfam Australie, Grande-Bretagne, Belgique, Canada, Allemagne, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Irlande et Japon ont à leur tour organisé un Trailwalker, rejoints par la France en 2010, puis par l'Espagne et l'Inde en 2011. Certains marcheurs se lancent même le défi de tester tous les parcours, dans tous les pays !

Top départ du premier Trailwalker Oxfam, Saulieu, 12 juin 2010.
© Delphine Bedel / Oxfam France

LA PREMIÈRE ÉDITION FRANÇAISE

Oxfam France s'est donc lancée dans l'organisation du premier Trailwalker français. Il s'est déroulé les 12 et 13 juin 2010 dans le parc naturel régional du Morvan en Bourgogne. Cet événement a vocation à devenir un moment important pour l'association. C'est une occasion de visibilité pour Oxfam France, un temps de mobilisation autour de nos campagnes, un moment de convivialité, mais aussi un moyen de récolter des fonds pour nos actions.

Des supporters enthousiastes acclamant les marcheurs à leur passage, parc du Morvan, 12 juin 2010.
© Delphine Bedel / Oxfam France

Ainsi, lors de cette première édition, 88 équipes de quatre personnes se sont élancées le samedi à 7 h. À l'arrivée, 77 équipes avaient réussi cet exploit sportif, et beaucoup d'autres étaient parvenues jusqu'au 70e kilomètre. Si la première équipe est arrivée dès le samedi soir vers 20 h, la plupart des marcheuses et des marcheurs ont vu le jour se lever avant leur arrivée entre 8 h et 11 h le dimanche matin. Au total, près de 900 personnes ont participé à l'événement, dans une ambiance enthousiaste : marcheurs, supporters des équipes, bénévoles…, tous ont vécu un moment formidable !

Des équipes étaient venues de Hongkong, de Grande-Bretagne, de Belgique, de Suisse, de toutes les régions de France, d'autres étaient issues des groupes locaux, de l'équipe salariée, d'autres organisations Oxfam…

Au-delà de l'exploit sportif et de l'ambiance chaleureuse qui entourait l'événement, ce sont près de 180 000 euros qui ont été récoltés. Les équipes avaient collecté 1 900 euros en moyenne et la meilleure équipe, 10 850 euros à elle seule !

Enfin, nous avions préparé stands et propositions de mobilisation pour sensibiliser les participants à nos modes d'action et les encourager à signer notre campagne « Non-assistance à mère en danger » et à parler d'Oxfam France autour d'eux.

Satisfaits de ce premier bilan, nous avons aussitôt démarré la préparation de l'édition 2011, toujours dans le parc du Morvan, sur un nouveau parcours. Nous pensons fédérer en 2011 une centaine d'équipes engagées à nos côtés dans la lutte contre la pauvreté et les injustices pour prendre le départ de cette nouvelle aventure ! Nos groupes locaux sont aussi mobilisés pour participer à cette aventure solidaire.

Aurélie, marcheuse de l'équipe des Couperines

Le meilleur souvenir reste pour moi le départ du trail. Toute cette foule unie dans l'élan du moment, et ce sentiment de communion en participant à un événement fort. Et puis toutes les rencontres, même les plus courtes, les sourires, les plaisanteries, un soutien de trois minutes par-ci, un rapide conseil par-là… Bref, une ambiance assez exceptionnelle malgré les nombreux kilomètres dans les pattes ! »

Ingrid, bénévole

« J'ai vraiment apprécié ce week-end. Tout le monde était si enthousiaste ! J'ai rencontré des gens super et les participants étaient incroyables. »

› **Directrice de la publication :** Françoise Toutain
› **Coordination de la rédaction :** Caroline Dorémus-Mège
› **Rédaction :** Caroline Dorémus-Mège, Stéfanie Dufour, Luc Lamprière
› **Correctrice :** Pascale Naquet
› **ISSN :** 1155-200X › **Dépôt légal :** 2e semestre 2011
› **Conception graphique :** Maya Lambert / Pixiemedia
› **Réalisation :** Planète Graphique Studio - 01 42 67 67 90 › **Imprimerie :** Flash Fricotel
› **Photo couverture dos :** Un agriculteur du village de Bani Gheni récolte des graines de tournesol, Égypte, octobre 2005. © Karen Robinson / Oxfam
› **Photos couverture :**
En haut : Zimbabwe, 2007. © Annie Bungeroth/Oxfam.
En bas : Mobilisation éclair à Paris pour interpeller Nicolas Sarkozy à deux jours du sommet des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), Paris, 18 septembre 2010. © Delphine Bedel/Oxfam France

MERCI à tous les donateurs, signataires, bénévoles, militants, partenaires, à tous ceux et à toutes celles qui, chaque année, nous aident à construire un monde plus juste !

Oxfam France

104, rue Oberkampf 75011 Paris
Tél. : 01 56 98 24 40 > Fax : 01 56 98 24 09
E-mail : info@oxfamfrance.org

Suivez notre actualité et participez à nos campagnes en vous abonnant à notre newsletter sur **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

PARCE QUE LE MONDE NE CHANGERA PAS SANS VOUS !

Papier recyclé